

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Chers collègues,

Avant toute chose, je voudrais souscrire à ce que mon ami Charles Michel vient de dire ce matin au nom de l'Union européenne. Alors que la guerre est revenue sur notre continent, l'Europe, notre unité est plus cruciale que jamais.

Le Luxembourg est fier de contribuer avec ses partenaires à l'action résolue de l'Union européenne pour promouvoir nos valeurs communes, la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'état de droit et les droits de l'homme. En tant qu'Européens, nous nous engageons avec conviction pour défendre les principes ancrés dans la Charte des Nations Unies et pour renforcer le multilatéralisme, avec les Nations Unies en son cœur.

Monsieur le Président,

Je vous félicite pour votre élection à la présidence de la 77^{ème} session de l'Assemblée générale. Soyez assuré du plein soutien de ma délégation.

Vous avez placé notre débat général sous le thème du « tournant décisif », et vous avez souligné la nécessité de trouver « des solutions transformatrices face à des défis intriqués ». Il est un fait que nous sommes à un tournant décisif pour le monde entier et aussi pour les Nations Unies.

Depuis bientôt sept mois, la Fédération de Russie, un membre permanent du Conseil de sécurité, a lancé une guerre d'agression à grande échelle contre l'Ukraine, un pays voisin souverain, avec l'implication du Belarus. Cette guerre non provoquée et injustifiée a fait resurgir le spectre d'une guerre mondiale. Les récentes menaces et les mesures annoncées par Moscou ne font qu'aggraver la situation. Le Luxembourg les condamne fermement !

Alors que le Conseil de sécurité est resté paralysé en raison du veto russe, le système multilatéral s'est mobilisé.

Dès la première heure, le Secrétaire général a condamné la violation manifeste de la Charte des Nations Unies par la Russie.

Le 16 mars, la Cour internationale de Justice a indiqué des mesures conservatoires exigeant de la Fédération de Russie qu'elle suspende immédiatement les opérations militaires qu'elle a commencées le 24 février 2022 sur le territoire de l'Ukraine.

Cette Assemblée s'est réunie en session extraordinaire d'urgence et a adopté trois résolutions dans ce contexte. Une grande majorité des membres de cette Assemblée ont condamné l'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Ensemble, nous avons exigé que la Russie cesse immédiatement d'employer la force contre l'Ukraine et s'abstienne de tout nouveau recours à la menace ou à l'emploi de la force contre tout État membre.

A la demande du Président ukrainien, mon ami Volodymyr Zelensky, j'ai participé au mois de mars aux efforts visant à convaincre le Président russe de négocier un cessez-le-feu et de revenir à la voie de la diplomatie. Mais nos appels n'ont pas été entendus.

Aujourd'hui, la guerre continue. Elle a désormais fait plus de 14000 victimes parmi la population civile en Ukraine, dont plus de 1000 enfants, selon les données que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a pu vérifier. Le chiffre réel des victimes est sans doute beaucoup plus élevé.

L'agression russe fait aussi peser une grave menace sur les installations nucléaires ukrainiennes, créant un risque inacceptable pour l'Ukraine et l'Europe dans son ensemble.

Il y a trois mois, je me suis rendu en Ukraine pour témoigner de la solidarité du Luxembourg. J'ai visité les villes martyres de Borodianka, Boutcha et Irpin, où les habitants étaient encore sous le choc des atrocités commises par les forces militaires russes. Je me suis incliné devant la mémoire des enfants dont la vie a été brisée par la guerre.

Je l'ai dit à Kyiv et je le redis ici : l'Ukraine peut continuer de compter sur tout notre soutien pour l'aider à défendre son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. L'Ukraine se défend en vertu de l'article 51 de la Charte, qui consacre le droit de légitime défense dans le cas où un État membre est l'objet d'une agression armée. Il est de notre responsabilité d'aider l'Ukraine dans ce combat qui doit être notre combat à tous : le combat de toutes celles et ceux qui veulent défendre la Charte des Nations Unies et l'ordre international fondé sur la règle de droit.

Nous avons ouvert nos portes aux personnes fuyant la guerre. Nous avons accueilli plus de 1000 élèves d'Ukraine dans nos écoles. Nous admirons le courage et la résilience des femmes et des hommes en Ukraine qui ont commencé à reconstruire et à faire revivre leurs villes libérées de l'agresseur, après la barbarie qui s'y est déroulée. Nous devons honorer ce courage en soutenant sans relâche les enquêtes menées par les acteurs nationaux et internationaux, je pense en particulier à la Cour pénale internationale, afin que les responsables des crimes de guerre et des autres crimes commis en Ukraine soient identifiés, poursuivis et punis. Il ne saurait y avoir d'impunité, ni pour les crimes de guerre, ni pour les crimes contre l'humanité, ni pour le crime de génocide, ni pour le crime d'agression.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour saluer aussi le courage des citoyens de Russie qui continuent de manifester leur désapprobation et de dire « non à la guerre » malgré la répression dont ils font l'objet. Ils peuvent continuer de compter sur notre solidarité.

Monsieur le Président,

La guerre d'agression russe est intervenue au moment où nous commençons à peine à entrevoir la sortie de la crise mondiale provoquée par la pandémie de COVID-19. La guerre a exacerbé l'insécurité alimentaire dans de nombreux pays en développement. En bloquant des millions de tonnes de céréales ukrainiennes destinées à l'exportation, la Russie a accentué la crise alimentaire qui affecte tout particulièrement les pays et les populations en situation de fragilité en Afrique et au Moyen-Orient.

Soyons clairs : c'est la guerre qui est la cause de la crise alimentaire. Ce ne sont pas les sanctions, qui elles sont la conséquence de la guerre. Même si le narratif russe veut vous faire croire autre chose.

La guerre a aussi causé une hausse des prix de l'énergie qui met nos économies à l'épreuve. Cela doit nous encourager à accélérer la transition des énergies fossiles vers les énergies renouvelables.

Dans ce contexte, nous saluons l'initiative du Secrétaire général de réunir un Groupe de réponse à la crise mondiale de l'alimentation, de l'énergie et du financement pour identifier des solutions à court, moyen et long terme. Je remercie vivement António Guterres et ses équipes pour leurs efforts inlassables, qui ont permis, avec l'appui du Gouvernement turc, de conclure il y a deux mois un accord afin de rouvrir la mer Noire aux exportations ukrainiennes de céréales. Cet accord est vital pour des millions de personnes vivant dans des pays déjà dévastés par la faim.

Le Luxembourg soutient le travail vital du Programme alimentaire mondial, de la FAO et du FIDA pour renforcer la résilience alimentaire et nutritionnelle. Nous allouons au moins 20% de notre budget humanitaire à cette fin. Nous restons très engagés aux côtés de la région du Sahel, qui souffre d'une insécurité alimentaire amplifiée par le changement climatique et les effets de la guerre en Ukraine.

J'ai eu l'occasion de réaffirmer notre engagement au Président Bazoum lors de ma récente visite au Niger, un des principaux pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise. Ensemble nous voulons œuvrer pour renforcer la stabilité dans cette région.

Mon pays est fier de poursuivre une politique de coopération au développement et d'action humanitaire ambitieuse, en consacrant 1% de son revenu national brut à l'aide publique au développement. Nous voulons ainsi contribuer à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, comme nous l'avons souligné en présentant notre deuxième revue nationale volontaire à l'ONU en juillet de cette année.

Afin d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030, le partenariat avec l'Afrique est crucial. Nous entendons le renforcer, au niveau continental, entre l'Union européenne et l'Union africaine, et au niveau bilatéral. Ce partenariat avec l'Afrique va au-delà de la coopération traditionnelle, axée sur les secteurs sociaux tels que la santé et l'éducation. Il s'étend à la coopération en matière d'énergies renouvelables et de lutte contre les changements climatiques, comme nous le faisons avec nos partenaires du Cabo Verde.

Ce partenariat s'étend aussi à la coopération dans les domaines des technologies de l'information et de la communication, de la finance durable et de la technologie financière, comme nous envisageons de le faire avec nos partenaires du Rwanda suite à ma visite à Kigali cette année.

Si nous voulons être des partenaires crédibles et solidaires des pays en développement, nous devons aussi tenir nos engagements en matière de financement climatique. Pour sa part, le Luxembourg applique le principe de l'additionnalité : notre financement climatique s'ajoute à notre APD.

Lors de la COP26 à Glasgow, j'ai annoncé que le Luxembourg a décidé d'augmenter son financement climatique international, pour le porter à 220 millions d'euros sur la période 2021-2025. La moitié de ce financement va à l'adaptation aux changements climatiques dans les pays les plus vulnérables. Nous comptons aussi investir pour une part croissante dans des instruments innovants afin de mobiliser des financements privés.

En tant que chef de file européen en matière de finance durable, la place financière du Luxembourg joue déjà aujourd'hui un rôle majeur dans la mobilisation des capitaux privés requis pour financer la transition vers la neutralité carbone d'ici 2050. Nous travaillons en étroite coopération avec la Banque européenne d'investissement dans le domaine de la finance durable.

Face à l'urgence climatique, nous devons redoubler d'efforts. Le gouvernement luxembourgeois vient d'établir un Conseil des citoyens sur le climat, pour créer une plateforme d'échange sur l'urgence climatique. Il en ressort clairement que les ambitions de nos citoyens dépassent souvent celles des gouvernements et des acteurs économiques. Nous devons être à leur écoute.

Alors que la COP27 en Egypte approche, nous devons nous mobiliser pour garder le cap sur l'objectif de 1,5 degré Celsius auquel nous avons souscrit à Paris. C'est seulement en atteignant cet objectif que nous pourrons agir contre l'élévation du niveau de la mer, qui menace en particulier les petits Etats insulaires en développement dans le Pacifique, les Caraïbes, l'Afrique et l'Océan indien.

C'est seulement ainsi que nous pourrons prévenir la multiplication des pluies torrentielles et des inondations meurtrières à l'image de celles qui viennent de ravager le Pakistan et de déplacer des millions de personnes dans ce pays. Le Luxembourg s'est joint à l'élan de solidarité en fournissant une aide d'urgence aux populations affectées au Pakistan.

Les changements climatiques ont un impact sur les droits humains et en particulier sur les droits des enfants. Les liens entre changements climatiques et droits humains et la promotion des droits des enfants font partie des priorités du Luxembourg au Conseil des droits de l'homme. Nous nous engageons aussi au Conseil pour promouvoir l'égalité des genres, lutter contre toutes les discriminations, renforcer l'état de droit et l'espace civique et lutter contre l'impunité. Nous avons ainsi appuyé la mise en place d'une Commission internationale indépendante chargée d'enquêter sur les violations des droits humains et du droit international humanitaire dans le contexte de l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Nous avons à cœur de nous montrer à la hauteur de la responsabilité que l'Assemblée générale nous a confiée en élisant le Luxembourg au Conseil des droits de l'homme pour le mandat 2022-2024. C'est la première fois que nous avons l'honneur de siéger au Conseil. C'est l'occasion aujourd'hui, pour moi, de vous remercier très chaleureusement, en mon nom personnel et au nom du gouvernement luxembourgeois, de nous avoir fait confiance.

Monsieur le Président,

Nous sommes à un tournant décisif. Pour répondre aux menaces qui nous concernent tous, de la guerre au dérèglement climatique, nous devons trouver le courage d'agir plus résolument ensemble.

A ceux qui disent que l'ONU est impuissante, je réponds que l'ONU est ce que nous en faisons. A nous de nous mobiliser pour trouver des solutions, forger des alliances et des compromis qui nous permettent de renforcer la coopération multilatérale.

Ce printemps, le Luxembourg a eu l'honneur de faciliter avec le Bangladesh les négociations qui ont abouti à l'adoption par consensus de la première déclaration sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Nous avons aussi participé aux efforts qui ont permis l'adoption par consensus de l'initiative du Liechtenstein sur le veto. Elle établit un mandat permanent pour que cette Assemblée tienne un débat en cas de recours au veto au Conseil de sécurité. Nous continuons de soutenir les appels au renforcement de l'Assemblée générale et à la réforme du Conseil de sécurité afin de rendre le Conseil plus représentatif, plus efficace et plus redevable à l'égard de l'ensemble des États membres.

Nous saluons les travaux qui ont été lancés pour donner suite aux propositions formulées par le Secrétaire général dans son rapport « Notre Programme commun ». Il y a quelques jours s'est tenu le Sommet sur la transformation de l'éducation. La décision a été prise de créer un Bureau de la jeunesse des Nations Unies.

La participation et l'implication des jeunes et de la société civile seront cruciales dans la perspective du Sommet sur les objectifs de développement durable qui se tiendra l'année prochaine et du Sommet de l'avenir qui est prévu en 2024.

Monsieur le Président,
Chers collègues,

Comme je l'ai fait il y a huit ans, en m'adressant pour la première fois à cette Assemblée, je peux vous assurer que le Luxembourg continuera à se mettre au service des Nations Unies, pour porter haut nos valeurs communes, les valeurs de l'humanité. C'est pour cela que le Luxembourg est candidat au Conseil de sécurité pour le mandat 2031-2032. C'est pour cela que nous continuons à nous engager pour la paix et la sécurité, en Ukraine, au Mali, au Proche-Orient. C'est pour cela que nous nous engageons pour les droits de tous les êtres humains et que nous soutenons l'action humanitaire pour les populations du Sahel, de la Syrie, du Yémen et de l'Afghanistan. C'est pour cela que nous répondons toujours présent quand il s'agit de défendre la Charte des Nations Unies et le droit international.

Je vous remercie.